

CIRCULAIRE ADN

PROCÉDURE D'IDENTIFICATION PAR ANALYSE ADN EN MATIÈRE PÉNALE

ADDENDA II – DIRECTIVES GÉNÉRALES À L'ATTENTION DES LABORATOIRES

DIRECTIVES GÉNÉRALES À L'ATTENTION DES LABORATOIRES ADN

A. PROFILS DE TRACES

1. Vous vérifiez si les pièces à conviction (PAC) à analyser contiennent suffisamment de traces utilisables pour effectuer l'analyse ADN. Si nécessaire, vous effectuez des tests d'orientation sur les pièces à conviction afin de déterminer la nature et l'origine humaine de la trace. Si un test d'orientation a déjà été réalisé par un laboratoire de la police technique et scientifique – ce qui, pour le moment, sera plutôt exceptionnel sur les pièces à conviction même –, celui-ci vous transmet le procès-verbal contenant les résultats de ces tests, afin que vous puissiez en tenir compte dans l'interprétation de vos résultats. Généralement, les laboratoires de la police technique et scientifique effectueront des tests uniquement sur le lieu des faits.
2. Si un nombre suffisant de traces sont présentes (cf. 1), vous procédez à l'analyse ADN des traces désignées selon les standards internationaux décrits dans l'annexe de l'A.R. ADN du 17 juillet 2013 (*M.B.* du 12 août 2013).
3. La loi dispose que vous devez préserver une fraction suffisante de l'échantillon pour permettre une contre-expertise. À cet égard, les directives suivantes doivent être observées :
 - En ce qui concerne les pièces à conviction : lors de la réalisation de votre analyse ADN, vous veillez à ce qu'il reste une fraction suffisante non exploitée de la pièce à conviction, de manière à permettre une contre-expertise. Vous redéposez au greffe la pièce à conviction contenant la partie non utilisée de la trace. En cas de demande de contre-expertise, cette pièce à conviction doit être à nouveau retirée au greffe afin d'effectuer la contre-expertise. Dans votre rapport, vous indiquez si la pièce à conviction rapportée au greffe contient une fraction suffisante d'échantillon en vue d'effectuer la contre-expertise.
 - En ce qui concerne les prélèvements : vous conservez uniquement les échantillons qui ne peuvent pas être gardés à température ambiante. Cette pratique est nécessaire, car les greffes ne peuvent pas garantir que ces échantillons seront conservés dans des conditions optimales. Vous conservez ces échantillons pendant 30 ans au maximum, sauf réquisition contraire du magistrat compétent.

S'il s'avère impossible de conserver une fraction suffisante de l'échantillon, vous en faites état dans le rapport.

Quand vient le moment de la destruction des échantillons et extraits contenant de l'ADN, vous en conservez la preuve pendant 5 années.

4. Si la réquisition le demande, vous procédez à une comparaison des profils ADN des traces désignées.
5. Vous rédigez un rapport motivé et le communiquez à mon office dans un délai d'un mois, à compter de la réception de la présente réquisition et des pièces à conviction. Un délai d'analyse supplémentaire ne peut être accordé que par mon office sur votre demande motivée (orale ou écrite). Lorsqu'une prolongation du délai est autorisée, vous en faites mention dans votre rapport.
6. En cas d'extrême urgence, le magistrat peut requérir que le rapport soit transmis dans les deux jours ouvrables suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction, ce qui entraîne une hausse des frais de justice. Dans ce cas, la rubrique « extrêmement urgent » doit être cochée sur la réquisition qui vous

est adressée et vous devez également transmettre les profils ADN sans délai à l'INCC (service DIS). Si vous ne respectez pas le délai de deux jours ouvrables en cas d'extrême urgence, le magistrat peut décider de réduire la taxation dans le cadre de la tarification des frais de justice.

7. Le rapport contient, après avoir indiqué la formule du serment prescrit¹ :
 - les données figurant dans le réquisitoire et le procès-verbal de saisie des traces découvertes ;
 - une description détaillée des échantillons ;
 - les résultats des tests d'orientation qui ont été éventuellement effectués ;
 - les résultats de l'analyse ADN ;
 - le résultat des comparaisons des profils ADN.
 8. Vous n'êtes plus obligé(e) de fournir systématiquement une évaluation statistique détaillée. À cet égard, les directives suivantes doivent être observées :
 - a. Lorsque le profil ADN de la trace provient d'une seule personne, une simple réponse de type « match-no match » suffit. En cas de correspondance (« match »), vous faites rapport du résultat à l'aide de l'échelle verbale utilisée par l'ensemble des laboratoires ADN belges depuis 2008, sans reprendre le résultat statistique dans le rapport d'expertise.
 - b. Toutefois, si le profil des traces concerne un profil complexe (provenant de deux personnes ou plus) ou un profil incomplet, ou si des personnes apparentées sont impliquées, un résultat statistique détaillé doit être rendu à l'aide de l'échelle verbale et doit dès lors figurer dans le rapport d'expertise.
- Vous établissez également une évaluation statistique sur réquisition spécifique de mon office.
9. Si la rubrique « service de police en charge du dossier » figurant en bas de la réquisition est complétée, vous transmettez également une copie de votre rapport à ce service de police.
 10. Vous communiquez aussi le procès-verbal à la police fédérale dans le cadre de la banque de données des traces.
 11. Si aucun résultat n'a été obtenu pour les traces découvertes ou si le profil ADN ne fournit pas assez d'informations pour pouvoir procéder à une comparaison statistiquement valable, vous informez mon office soit des possibilités d'analyse ADN complémentaires, soit d'autres méthodes d'analyse alternatives (par exemple, analyse des fibres présentes sur la même pièce à conviction). Si, en tant qu'expert, vous recourez à une méthode expérimentale qui n'a pas encore été accréditée, vous devez le mentionner clairement dans votre rapport, en indiquant les précautions à observer à cet égard.
 12. Dans les 15 jours suivant la transmission du rapport à mon office, vous envoyez d'office les profils ADN obtenus au gestionnaire des banques nationales de données en vue de les enregistrer dans la banque de données « Criminalistique » ou « Personnes disparues ». Vous communiquez à cette occasion les données suivantes :
 - le numéro de notice du dossier répressif ;
 - le nom et les coordonnées du magistrat chargé du dossier répressif ;
 - le nom et les coordonnées du laboratoire qui a établi les profils ADN, ainsi que les références du dossier d'expertise et celles des profils ADN ;

¹ « Je jure avoir accompli ma mission en honneur et conscience, avec exactitude et probité. »

- la nature biologique des échantillons analysés ;
- le sexe de la personne dont le profil ADN a été établi ;
- le cas échéant, le lien positif entre les profils ADN obtenus ;
- le cas échéant, le numéro de code ADN.

Vous envoyez par voie électronique les profils ADN établis ainsi que les données y relatives au gestionnaire de la banque nationale de données ADN ou à son délégué, en utilisant le logiciel de cryptage répondant aux spécificités définies par l'INCC. Si la plate-forme de communication n'est momentanément pas disponible, les profils ADN et les données associées doivent néanmoins être communiqués via un autre canal dans les délais prescrits par la loi et saisis dès que possible dans les banques nationales de données ADN.

Les profils ADN des traces qui correspondent de manière univoque à ceux des victimes et de tiers ne sont pas communiqués au gestionnaire de la banque nationale de données ADN ou à son délégué, sauf à la demande spécifique de mon office.

13. Une fois l'analyse des traces terminée, vous redéposez les pièces à conviction au greffe du tribunal concerné. Si la pièce à conviction contient la fraction non exploitée de la trace – nécessaire à la contre-expertise –, vous en avisez le greffier du service « pièces à conviction ». Par contre, les prélèvements effectués sur le(s) lieu(x) des faits et sur les pièces à conviction – par les laboratoires de la police technique et scientifique, les services de police, les médecins légistes ou les experts (par exemple, dans le cadre du set d'agression sexuelle) – et ne pouvant pas être gardés à température ambiante, doivent être conservés tant par vous-même que par le laboratoire ADN (cf. point 3).
14. Si le gestionnaire des banques nationales de données ADN demande de fournir des explications et des éclaircissements supplémentaires, vous lui répondez dans les trois jours ouvrables. Par jour ouvrable, on entend tous les jours à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés légaux.

B. ÉCHANTILLONS DE RÉFÉRENCE

15. Vous établissez le profil ADN de l'échantillon de référence et, si la réquisition le demande, vous le comparez avec les traces découvertes. À cet effet, vous respectez les standards internationaux décrits dans l'annexe de l'A.R. ADN du 17 juillet 2013 (M.B. du 12 août 2013).
16. Vous rédigez un rapport motivé et le communiquez à mon office dans un délai d'un mois, à compter de la réception de la présente réquisition et des pièces à conviction. Pour ce rapport, les dispositions susmentionnées aux numéros 5, 7, 8, 9 et 11 sont d'application.
17. Dans le cas d'une analyse extrêmement urgente en vue de l'établissement d'un profil de référence d'une personne, les frais peuvent être majorés de 400 %. Ce montant ne peut être alloué que si le réquisitoire mentionne explicitement que les résultats doivent être disponibles dans les 24 heures suivant le jour de la réception conjointe du réquisitoire et des pièces à conviction.

Si le réquisitoire vise l'analyse des traces et la comparaison entre celles-ci et le profil de référence, le montant facturé pour l'analyse et la comparaison en cas d'extrême urgence peut être majoré de 65 %, pour autant que les résultats soient disponibles dans les deux jours ouvrables.

Dans les deux cas, vous devez également transmettre les profils ADN sans délai à l'INCC (service DIS).

18. Vous pouvez procéder à la comparaison d'un profil de référence d'un suspect avec des traces uniquement si votre laboratoire a aussi établi le profil génétique des traces.
19. Dans les 15 jours suivant la transmission du rapport à mon office, vous envoyez d'office le profil ADN de l'échantillon de référence du suspect au gestionnaire des banques nationales de données en vue d'une comparaison unique avec les profils ADN enregistrés. En ce qui concerne les données à envoyer et le mode de communication, les dispositions énoncées au point 12 sont applicables.
En revanche, les profils de référence ADN des victimes et des tiers ne sont JAMAIS transmis au gestionnaire de la banque nationale de données ADN ou à son délégué.
20. Lorsque vous avez établi le profil ADN d'un échantillon de référence d'un suspect, vous transmettez également à la cellule nationale les données mentionnées au point 12. Le profil ADN en tant que tel n'est PAS communiqué. Cet envoi à la cellule nationale, qui survient au même moment que la communication avec le service DIS, a lieu par voie électronique à l'aide du logiciel qui répond aux spécificités définies par la cellule nationale.
21. Si le gestionnaire des banques nationales de données ADN demande de fournir des explications et des éclaircissements supplémentaires, vous lui répondez dans les trois jours ouvrables. Par jour ouvrable, on entend tous les jours à l'exception des samedis, des dimanches et des jours fériés légaux.
22. Vous détruisez l'échantillon de référence et les échantillons qui en dérivent dans les 6 mois à compter de la transmission de votre rapport à mon office. Vous en conservez une preuve pendant 5 années après la destruction.
23. Dans vos archives électroniques, vous ne pouvez conserver aucun nom et prénom des personnes sur lesquelles un échantillon de référence a été prélevé.

C. DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À LA TRANSMISSION D'OFFICE AU SERVICE DIS

En ce qui concerne la transmission d'office, les dispositions suivantes sont généralement applicables :

- **Profil ADN de traces** : un profil ADN d'une trace doit TOUJOURS être transmis au service DIS en vue d'un enregistrement et d'une comparaison systématique, même si la comparaison avec le profil de référence n'établit pas de concordance. Exception : un profil de traces pur qui correspond à un profil de référence ADN d'un non-suspect n'est pas transmis au service DIS, sauf réquisition contraire de mon office.
- **Profil ADN de l'échantillon de référence du suspect** : TOUJOURS transmis au service DIS en vue d'une comparaison unique, même si aucune réquisition n'exige une comparaison avec les traces découvertes ou si cette comparaison n'établit aucun lien positif.
- **Profil ADN d'un échantillon de référence d'une victime/d'un témoin/de tiers** : JAMAIS communiqué au service DIS.

- **Liens positifs entre des échantillons de référence de suspects et des traces** : TOUJOURS transmis d'office en vue d'un enregistrement et d'une comparaison systématique.
- **Profil ADN de l'échantillon de référence du parent** : lorsque le laboratoire d'analyse ADN a pu procéder à l'identification de la personne disparue en comparant les parents et le profil des traces des dépouilles non identifiées, ce profil n'est PAS transmis, sauf réquisitoire contraire de mon office. Il en va de même pour une analyse ADN de comparaison qui avait pour but de comparer les profils de référence des parents avec les traces de la personne disparue.

D. DIVERS

Si l'acceptation de cette mission devait soulever une quelconque objection, veuillez en informer mon office dans les 8 jours par courrier ordinaire.

E. FRAIS ET FACTURATION

20. L'état d'honoraires et de frais, qui doit être déposé en trois exemplaires en même temps que le rapport, est soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 27 novembre 2015.²
21. Votre facture sera obligatoirement accompagnée d'une copie de ma réquisition, afin de faire estimer les frais.
22. Les éléments suivants sont portés en compte :
 - **l'examen descriptif** de chaque pièce à conviction mentionnée dans le réquisitoire³ (tarif dégressif) :
S'il s'agit de pièces clairement semblables dont la description est répétitive (par exemple, mégots de cigarette, swabs pratiqués par le laboratoire de police technique et scientifique, etc.), le montant ne sera porté en compte qu'une seule fois quel que soit le nombre de pièces à conviction semblables⁴.
 - **les tests préliminaires** (tests d'orientation et/ou de confirmation) qui peuvent être effectués, si nécessaire, sur chaque trace présente sur la pièce à conviction, afin de déterminer celle qui est susceptible de donner les meilleurs résultats d'analyse. Les tests préliminaires comportent, selon le cas, la recherche de sang et la détermination de son origine, de sperme et l'examen microscopique des spermatozoïdes, de salive, d'urine, de matière fécale, etc. Les honoraires pour les tests préliminaires sont portés en compte une seule fois par trace examinée et sont dégressifs.
 - Lorsqu'un laboratoire de police technique et scientifique a réalisé des tests préliminaires sur des pièces à conviction, ses conclusions sont envoyées à l'expert⁵. Lorsque tel en est le cas, l'expert ne peut plus porter

² Arrêté royal du 27 novembre 2015 portant exécution de l'article 6 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 fixant les tarifs pour les expertises en matière pénale pour l'analyse génétique requises par une autorité judiciaire (M.B. du 30 novembre 2015)

³ Article 4 de l'A.R. susmentionné.

⁴ Jurisprudence de la Commission des frais de justice.

⁵ À défaut d'accréditation formelle à ce jour, les laboratoires de police technique et scientifique doivent au moins disposer de techniques et de tests d'orientation validés (en collaboration avec l'INCC, laboratoire de référence en matière de PTS en vertu de l'arrêté royal de 1972), de procédures uniformément appliquées dans chacun d'entre eux et de personnel formé à ces techniques pour pouvoir réaliser ces tests sur les pièces à conviction avec toutes les précautions requises pour éviter les contaminations. Si tel n'en est pas le cas, les laboratoires de police technique et scientifique peuvent uniquement effectuer les tests sur les lieux des faits. Dans cette hypothèse, les laboratoires d'analyses ADN réaliseront les tests d'orientation sur les pièces à conviction.

en compte, dans son état d'honoraires, les éventuels nouveaux tests pratiqués par ses soins sur les mêmes traces et/ou pièces à conviction.

- **Extraction et dosage de l'ADN**

Lorsque, après **extraction** et **dosage** de l'ADN, les résultats montrent que la trace ne comporte pas de matériel génétique, il n'est pas justifié de réaliser une amplification de l'échantillon ADN. Si la quantité d'ADN quantifié est inférieure à 6 picogrammes/microlitre, l'examen ne peut être poursuivi. Toutefois, le magistrat peut, dans ce cas, faire poursuivre l'examen, compte tenu des éléments concrets du dossier répressif.

- **Analyse ADN d'un échantillon** : le montant alloué pour l'analyse ADN d'un échantillon ne peut être porté en compte qu'une seule fois par pièce à conviction.

- Cette règle ne s'applique pas si le réquisitoire demande explicitement que plusieurs ou toutes les traces d'une même pièce à conviction soient analysées⁶.
- Dans le cas d'une analyse extrêmement urgente, les résultats doivent être disponibles dans les deux jours ouvrables et le montant est augmenté de 65 %.

- **Établissement d'un profil génétique d'une personne** :

- Ce montant est majoré si, en plus du profil génétique, un profil du chromosome Y est nécessaire. Cette analyse complémentaire doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.
- Ce montant est majoré si, en plus du profil génétique, le profil génétique d'un chromosome Y est nécessaire. Cette analyse complémentaire doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.
- Ce montant est majoré si, en plus du profil génétique, une analyse d'ADN mitochondrial est nécessaire. Cette analyse complémentaire doit être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.
- Si l'analyse doit être effectuée de toute urgence, les résultats doivent être disponibles dans les 24 heures, auquel cas le montant peut être augmenté de 400 %.

- **Réduction du délai prévu de 30 jours** pour transmettre le **rapport** au magistrat :

- Dans le cas de l'**établissement d'un profil de référence** d'une personne, les résultats/le rapport doivent être disponibles **dans les 24 heures** et les frais peuvent être majorés de 400 %.
- Si le réquisitoire vise l'**analyse des traces**, les résultats/le rapport doivent être disponibles **dans les deux jours ouvrables**.
- Dans le cas d'un **réquisitoire combiné** :
 - * les profils de référence doivent être établis dans les 24 heures et les résultats doivent être disponibles dans ce même délai ;
 - * l'analyse des traces et la comparaison doivent être effectuées dans les deux jours ouvrables et les résultats doivent être disponibles dans ce même délai ;
 - * rien n'empêche qu'ensuite, il soit rédigé, le cas échéant, **un rapport** ainsi qu'un état d'honneur **globaux dans les deux jours ouvrables**.
- L'extrême urgence doit toujours être mentionnée explicitement dans le réquisitoire.

⁶ Article 7 de l'A.R. susmentionné.

- Lorsque le gestionnaire des **banques** nationales **de données** ADN demande des **analyses complémentaires** afin de confirmer ou d'infirmier les résultats obtenus, celles-ci peuvent être facturées uniquement si un réquisitoire peut être présenté pour ces analyses complémentaires.